

**Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 15 septembre 2015

Direction de l'instruction publique

47 2015.RRGR.78 Motion 028-2015 Kohler (Spiegel b. Bern, PLR) Ecole obligatoire: axer de nouveau l'enseignement sur la performance et la stimulation

N° de l'intervention: 028-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.01.2015
Déposée par: Kohler (Spiegel b. Bern, PLR) (porte-parole)
Müller (Berne, PLR)
Cosignataires: 7
N° d'ACE: 802/2015 du 24 juin 2015
Direction: INS

Ecole obligatoire: axer de nouveau l'enseignement sur la performance et la stimulation

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. Axer de nouveau l'enseignement dispensé à l'école obligatoire sur la performance.
2. Faire en sorte que la notation soit le principal outil d'évaluation des performances scolaires.
3. Limiter l'enseignement dans des classes à plusieurs niveaux à des essais pilote menés dans un but exclusivement pédagogique avec un encadrement scientifique sérieux, sauf si cette forme d'enseignement est indiquée pour des questions d'organisation ou de structure (p. ex. dans les régions rurales).
4. Faire en sorte que l'enseignement par classe regroupant des élèves du même âge redevienne la norme.
5. Accorder plus d'importance à la sélection et à la stimulation des élèves doués (la sélection devant primer l'intégration).

Développement :

L'enseignement dans des classes à plusieurs niveaux se répand de plus en plus dans le canton de Berne pour atteindre des proportions extrêmes dans les écoles dites mosaïque. L'apprentissage autonome va dans certains cas si loin que les élèves sont libres de décider à quelle heure ils veulent commencer l'école le matin et dans quelle classe ils veulent aller. Difficile de dire dans ces conditions comment s'opère le contrôle des objectifs d'apprentissage. Il faut réguler strictement ces méthodes d'enseignement et en assurer un suivi serré. Si les classes à plusieurs niveaux se justifient pour des questions d'organisation et de structure, elles doivent bien sûr rester possibles (p. ex. 20 élèves de plusieurs niveaux ou deux niveaux de 30 élèves chacun).

La notation est un outil d'évaluation essentiel. Des voix se sont élevées récemment parmi la classe politique, les milieux scolaires et LEBE pour faire une place moins large aux notes dans le cadre de la mise en œuvre du *Lehrplan 21*, voire pour les supprimer carrément. Or, seules les notes permettent une appréciation simple et claire des performances des élèves, par comparaison également. Ce qui n'empêche pas de recourir à d'autres outils d'évaluation.

Il faut certes stimuler les élèves les plus faibles, mais aussi tenir compte des besoins des plus doués. Il faut dès lors renforcer la sélection des meilleurs éléments.

Pour garantir de nouveau une transmission clairement définie du savoir, il faut que l'enseignement par classe regroupant des élèves du même âge redevienne la norme.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire demande au Conseil-exécutif de prendre les mesures nécessaires pour assurer une formation et une stimulation axées sur la performance dans les établissements de la

scolarité obligatoire du canton de Berne. Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les différents points soulevés par le motionnaire :

Point 1 :

L'enseignement dispensé à l'heure actuelle dans les écoles bernoises est déjà axé sur la performance. L'école obligatoire transmet à l'élève les connaissances et aptitudes propres à lui permettre d'accéder à une formation professionnelle, de suivre l'enseignement délivré par les écoles qui font suite à l'école obligatoire et de s'engager dans une formation permanente. Cela englobe tant les compétences scolaires et spécifiques aux disciplines étudiées que les compétences sociales des enfants. L'école obligatoire attend que ces derniers fournissent des performances dans ces trois domaines. Les élèves font ainsi l'objet d'évaluations orientées sur le soutien s'agissant de leur comportement face au travail et à l'apprentissage mais aussi de leurs compétences sociales. L'école accroît leur volonté de performance en exigeant qu'ils accomplissent des performances adaptées à leur âge et en reconnaissant les prestations fournies. A cet égard, elle tient compte des capacités et possibilités des élèves. En proposant un enseignement différencié et des formes d'évaluation correspondantes, l'école prend en considération les différences entre les élèves et renforce la capacité de ces derniers à s'autoévaluer. Les enfants apprennent à assumer la responsabilité de leur propre apprentissage et de leur parcours scolaire. L'évaluation dans le canton de Berne porte à la fois sur le processus d'apprentissage et sur le niveau des élèves. Elle sert à l'analyse, aux bilans de situation, à la promotion de l'apprentissage et à la sélection. Le Conseil-exécutif souhaite maintenir cette pratique qui a fait ses preuves.

Point 2 :

A la fin de l'année scolaire au degré primaire et à la fin de chaque semestre au degré secondaire I, les élèves reçoivent un feedback écrit concernant leur niveau de performance sous la forme d'un rapport d'évaluation. Ce document contient l'évaluation des compétences liées aux disciplines d'une part et l'évaluation du comportement face au travail et à l'apprentissage d'autre part. Il renseigne ainsi sur la réalisation ou non des objectifs d'apprentissage dans chaque discipline. Dans la partie germanophone du canton, les compétences sont évaluées avec des notes à partir de la 5^e année scolaire, à l'exception de celles en français. La situation est la même dans la partie francophone du canton, où les compétences en allemand ne sont pas évaluées avec des notes en 5^e année. En 3^e et 4^e années scolaires, les évaluations sont données sous la forme d'appréciations.

Points 3 et 4 :

Le choix du modèle scolaire et l'organisation scolaire sont du ressort des communes. Celles-ci sont donc libres de gérer des classes d'enfants d'âges différents ou des classes à degrés multiples pour des raisons pédagogiques ou organisationnelles. Cependant, les écoles doivent toutes se baser sur les objectifs fixés dans les plans d'études. Le Conseil-exécutif souhaite maintenir cette pratique qui a fait ses preuves.

L'hétérogénéité est une réalité. Les enseignants et enseignantes sont des experts et expertes dans leur domaine et sont de ce fait aussi préparés à l'apprentissage en groupes d'âges mixtes. Ils varient la longueur, le déroulement et la complexité des exercices ainsi que les exigences y afférentes, les aides (matériel pédagogique, soutien de l'enseignant ou de l'enseignante) et le temps à disposition ou encore les formes de travail. Les tâches contraignantes assignées aux élèves, les formes d'apprentissage préétablies, les méthodes de traitement et d'assimilation des connaissances de même que les formes de présentation des énoncés sont adaptées aux capacités des élèves. Dans l'exercice de leur activité, les membres du corps enseignant jouissent d'une liberté conforme aux prescriptions légales ainsi qu'au projet de l'école et à ses prescriptions en matière de qualité.

Point 5 :

Le Conseil-exécutif estime qu'une grande importance est accordée à la sélection. Dans la partie germanophone du canton, celle-ci a lieu dans les classes générales, secondaires et parfois même secondaires spécialisées lors du second semestre de la 8^e année scolaire. Les élèves du degré secondaire I peuvent se qualifier pour la fréquentation de la préparation aux écoles

moyennes, pour l'admission à l'enseignement gymnasial de 9^e année et pour l'admission dans les écoles de commerce, les écoles de culture générale et les écoles de maturité professionnelle. Dans la partie francophone du canton, la sélection a également lieu au second semestre de la 8^e année scolaire. Le degré secondaire I se compose de trois sections : la section préparant aux écoles de maturité, la section moderne et la section générale.

Conformément à leur mandat professionnel, les enseignants et enseignantes ont pour mission de soutenir les élèves du mieux possible en fonction des compétences et des capacités d'apprentissage de chacun. Les élèves particulièrement doués peuvent en outre :

- recourir aux objectifs d'apprentissage individuels élevés (OAle),
- sauter une année scolaire et
- fréquenter des offres qui leur sont spécialement destinées.

Les élèves ont par ailleurs la possibilité de suivre un enseignement facultatif. Au degré primaire, cela comprend la *musique* et l'*offre de l'école*. Au degré secondaire I, les offres suivantes viennent compléter la liste : la formation autonome accompagnée, la préparation aux écoles moyennes, l'italien et le latin.

Le Conseil-exécutif estime que les possibilités existantes et les offres de l'école obligatoire sont appropriées pour soutenir de manière adéquate tant les élèves ayant de bonnes performances que les élèves ayant de faibles résultats.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: adoption et classement

Point 3: rejet

Point 4: rejet

Point 5: rejet

Le président. Ich begrüsse die Anwesenden zum zweiten und längsten Tag der zweiten Woche der Septembersession. Zu behandeln sind noch drei Geschäfte der Erziehungsdirektion. Wir beginnen mit Traktandum 47, Motion Kohler, «Für eine leistungsorientierte Schulbildung und Förderung an unseren Volksschulen». Ich bitte um etwas mehr Aufmerksamkeit und Ruhe. (*Le président agite sa cloche.*) Die Motion besteht aus fünf Ziffern. Der Regierungsrat lehnt die Ziffer 1 sowie 3 bis 5 ab; er ist bereit, Ziffer 2 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Wir führen eine freie Debatte; der Motionär hat das Wort.

Hans-Peter Kohler, Spiegel (PLR). In einem Interview für die «berner schule», das offizielle Verbandsorgan von Lehrerinnen und Lehrer Bern LEBE, wurde ich gefragt, ob das Berner Schulsystem krank sei. Ich sagte, krank sei es nicht, aber es «kränkele» ein wenig. Weiter möchte ich gleich am Anfang in aller Klarheit festhalten, dass ich die Arbeit der Lehrerinnen und Lehrer schätze und würdige. Das ist für mich ein wichtiger Punkt, denn da wurde ich zum Teil missverstanden. (*Le président agite sa cloche.*) Trotzdem soll es möglich sein, gewisse Fehlentwicklungen zur Diskussion stellen zu können.

Zu Ziffer 1 der Motion, verstärkt leistungsorientierter Unterricht: Seit längerer Zeit stelle ich immer wieder fest, dass für leistungsstarke Schülerinnen und Schüler zu wenig gemacht wird. Ich spreche nicht von hochbegabten, sondern von leistungsstarken Schülerinnen und Schülern; davon, dass diese teilweise zu wenig gefördert werden und dass das integrative Schulmodell als das einzig richtige Modell verkauft wird, wobei unter Integration vor allem die Förderung von schwächeren Schülerinnen und Schülern gemeint ist. Leistungsstarke Schülerinnen und Schüler sollen jedoch ebenso gefördert werden wie Schülerinnen und Schüler, die mehr Mühe haben. Es ist klar, dass man sich um beide Gruppen kümmern muss. Meine Befürchtung, dass für leistungsstarke Schülerinnen und Schüler zu wenig getan wird, wird auch von einigen Lehrpersonen, Schulleitern

und Eltern, mit denen ich gesprochen habe, geteilt. Die Antwort des Regierungsrats zu Ziffer 1 ist aus meiner Sicht ein Stück weit ein Schönwetterbericht ohne den geringsten Zweifel, ob leistungsstarke Schülerinnen und Schüler nun wirklich genügend gefördert werden. Integrative Schulmodelle können für Lehrpersonen bekanntlich sehr anspruchsvoll sein, und der jahrgangs- und niveaudurchmischte Unterricht kann Lehrpersonen auch überfordern. Das kommt denn auch immer wieder vor. Das verstehe ich auch. Es sollen beide Gruppen optimal gefördert werden. Diese Diskussion wollte ich mit meiner Motion erneut starten.

Zu Ziffer 2, Schulnoten: Die Diskussionen über die Schulnoten laufen schon länger. Ich habe dazu auch Zeitungen konsultiert; seit November gab es Berichte. Im Zusammenhang mit dem Lehrplan 21 sagte LEBE, grundsätzlich wolle man über die Noten diskutieren. Das habe ich dem «Bund» vom 29. November 2014 entnommen. Der Bildungsdirektor sagte im selben Artikel: «Wir sind intensiv daran, Beurteilungshilfen und Instrumente zu erarbeiten. Ich gehe davon aus, dass wir diese im Jahr 2016 vorlegen können.» Offenbar denkt man auch über anderes nach. (*Le président interrompt l'orateur.*)

Le président. Einen Moment bitte, Herr Kohler. Werte Kolleginnen und Kollegen, es ist enorm unruhig im Saal. Ich bitte Sie, längere Besprechungen draussen zu führen und nicht hier im Ratssaal.

Hans-Peter Kohler, Spiegel (PLR). Im selben Artikel wird die SP wie folgt zitiert: «Aus pädagogischen Gründen sind wir der Meinung, dass man in Zukunft auf die Noten verzichten sollte.» Diese Meinung kann man natürlich vertreten. Damit will ich illustrieren, dass die Diskussion eben nicht abgeschlossen ist. Dass man Ziffer 2 annehmen und gleichzeitig abschreiben könnte, sehe ich natürlich absolut nicht so, denn die Meinungen sind anders. Dieser Prozess ist nicht abgeschlossen.

Ziffer 3, alters- und niveaudurchmisches Lernen, sowie Ziffer 4, vermehrte Rückkehr des nach Schuljahrgang orientierten Unterrichts in den Schulalltag, stiessen wegen der Gemeindeautonomie auf grosses Unverständnis. Das meinte ich natürlich nicht. Dort, wo aufgrund der geringen Schülerzahlen die Klassen sehr klein sind, ist völlig klar, dass Jahrgänge gemischt werden. Mir ging es vor allem um städtische Schulen, wo jahrgangsgemischte Klassen aufgrund der Grösse nicht nötig wären, sondern einfach geführt werden, weil man dies will und weil man davon ausgeht, dass dies zum Benefit aller Schülerinnen und Schüler sei.

Zu Ziffer 5, meinem wichtigsten Anliegen: Der Regierungsrat verweist darauf, dass im zweiten Semester des 6. Schuljahrs die Selektion in Real-, Sekundar- und Spez.-Sek-Klassen erfolgt. Der Selektionsprozess soll jedoch während des Unterrichts kontinuierlich erfolgen. Das ist ein wichtiges Anliegen. Ich bitte den Rat, den Vorstoss zu unterstützen, damit in unserem Kanton mehr für leistungsstarke Schülerinnen und Schüler getan wird.

Philippe Müller, Berne (PLR). Es gibt bei diesem Vorstoss drei Themen, die miteinander verbunden sind: erstens die Leistungsorientierung, zweitens die Schulnoten und drittens die Förderung leistungsstarker Schülerinnen und Schüler. Die Ziffern 3 und 4 betreffend die Altersdurchmischung sind weniger wichtig. Seit Jahren haben wir Probleme mit den Bildungsergebnissen an den Volksschulen. Seit Jahren beklagen sich die Lehrbetriebe über ungenügende Bildung sowie ungenügendes Wissen und Können der Lehrlinge. Gerade deshalb hat man in Lehrbetrieben Tests wie die Multicheckprüfungen eingeführt. Offensichtlich ist man mit den Leistungen der Schulabgänger nicht zufrieden. Am Ende ihrer Schulzeit bringen die Schülerinnen und Schüler offenbar zu wenig mit oder das Falsche – zumindest nicht das, was in der Alltagsrealität der Wirtschaft gefordert wird. Dies, obwohl die Kosten zuerst massiv um mehr als 30 Prozent gestiegen sind, wie wir gestern sehen konnten. Danach sanken sie wieder etwas. Aber an den Resultaten der Schülerinnen und Schüler hat sich nichts geändert und ebenso wenig am Lohn der Lehrerinnen und Lehrer. Dafür wird bis zum Gehtnichtmehr Integration betrieben; Hans-Peter Kohler hat es erwähnt. Im nächsten Vorstoss werden wir auf die Integration zurückkommen. Wer an den Schulen mehr Leistung will, wer mehr Schulbildung will, die näher bei den Bedürfnissen der Wirtschaft und der Gesellschaft liegt, stimmt dem vorliegenden Vorstoss zu, mindestens zu den Ziffer 1, 2 und 5.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Ich gehe davon aus, dass der Motionär diesen Vorstoss formuliert hat, ohne vorher Gespräche mit Fachleuten zu führen oder aber mit einer selektiven Auswahl an

Fachleuten. So kann man es natürlich auch machen. Ich wünsche mir einfach, dass es Grossrat Kohler in medizinische Fragen nicht ähnlich geht und dass in medizinische Fragen nichts Analoges daherkommt. Meine Interessenbindung muss ich klar bekannt geben: Ich bin selbst Schulleiter und Lehrer.

Ich möchte nun direkt auf Ziffer 1 eingehen, die, wie ich Philippe Müller vorhin verstanden habe, den Kernpunkt der Motion bildet. Es geht um Leistung. Mich stört nicht das Anliegen, Leistung zu verlangen. Aber, Grossrat Kohler, Leistung ist das Kerngeschäft aller Lehrerinnen und Lehrer im Kanton Bern. Dies ist unser Auftrag. Wenn nun in der Motion geschrieben steht: «wieder» leistungsorientierter Schulunterricht, dann ist das keine Wertschätzung von Lehrpersonen, wie Sie vorhin erwähnt haben, sondern bedeutet eine Missachtung der Arbeit der Lehrpersonen im Kanton Bern, die tagtäglich versuchen, bei der Leistung zu optimieren. Das ist der Kern unseres Geschäfts. Wenn dann gesagt wird, im Kanton Bern fehle die Leistung, bitte ich doch den Motionär, auch Eltern von kleineren Kindern zu fragen. Ich erlebe täglich, dass sie über den massiven Druck klagen. Ich kenne auch Eltern, die der Meinung sind, es müsse mehr verlangt werden. Da hat der Motionär Recht. Deren Kinder sollen auch entsprechend gefordert werden. Es gibt aber auch sehr viele Kinder, die überfordert sind und unter dem Druck massiv leiden. Es gibt zwei Gesichter.

Zur Frage der Beurteilung durch Noten: Noten sind ein sehr kleiner Aspekt. Die Beurteilung ist etwas sehr Kompliziertes. Ich glaube, alle, die in der Wirtschaft tätig sind, wissen, was es heisst, Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter zu beurteilen: Es ist eine sehr komplizierte Sache. Welches ist nun das zentrale Instrument? In der Motion wird gefordert, die Noten sollten das zentrale Instrument zur Beurteilung sein. Das zentrale Instrument der Beurteilung sind im Kanton Bern die Lernziele: die Ziele, in Zukunft die Kompetenzen, welche die Kinder erreichen sollen, damit sie sich, wie Philippe Müller sagte, anschliessend in ihrem Lehrberuf gut schlagen können. Den Hintergrund bildet die Direktionsverordnung über die Beurteilung und Schullaufbahnentscheide in der Volksschule (DVBS), die festlegt, wie die Lehrpersonen beurteilen müssen. Es handelt sich um eine komplizierte Sache. Es geht um die Beurteilung von Lernzielen; im Hintergrund hat man ein Beurteilungsmosaik. Das Ziel, das wir alle mit der Beurteilung erreichen wollen, ist Fördern, aber auch Fordern. So ist es auch formuliert. Diese beiden Elemente sind zentral und wären auch im Sinn der Motionäre. Was sind nun aber Noten? Wir müssen uns bewusst sein, dass eine Note lediglich der Schluss der Beurteilung ist, das Kommunikationsinstrument, das wir als Fazit zusammenfassen, um zu zeigen, wo eine Schülerin, ein Schüler im Vergleich steht. Nicht mehr und nicht weniger. Wir Lehrpersonen könnten gar keine Noten geben, wenn wir den Vorlauf, den Kern, das Zentrale nicht hätten, nämlich die Lernziele und Kompetenzen. Das ist es, was anschliessend in der Lehre, zählt.

Was würde eine Annahme von Ziffer 2 bedeuten? Das würde heissen, dass der Kern künftig nur noch die Note ist. Es genügt, wenn eine Lehrperson eine Note gibt. Die ganze Kompetenzorientierung, die mit dem Lehrplan 21 vorgesehen ist, und die Lernzielorientierung, die wir mit dem Lehrplan 95 derzeit noch haben, könnten wir einfach weglassen. Die Lehrpersonen könnten bei jedem Produkt eines Kindes einfach eine Note hinschreiben. Das wollen wir nicht. Würde der Grosse Rat diese Ziffer annehmen, wäre die Konsequenz, dass wir die Weiterbildung in Bezug auf die Beurteilung von Lehrplan 21 und die Lernziele vergessen. Damit würden wir es uns als Lehrpersonen sehr einfach machen.

Zu den Ziffern 3 und 4: Zuerst muss man sich fragen, welches die Realität der Jahrgangsklassen ist. Dies ist bereits sprachlich ein Irrtum, denn ich muss dem Motionär sagen: Es gibt keine Jahrgangsklassen. In jeder Klasse im Kanton Bern haben wir im Normalfall drei verschiedene Jahrgänge. Also ist bereits der Begriff falsch. Es ist ganz normal, dass auch bei den Klassen, in denen von der Vorstellung her alle etwa dasselbe können sollten, eine massive Heterogenität besteht. Damit müssen die Lehrpersonen leben. Es sind zum Teil Unterschiede von drei bis vier Lebensjahren. Das ist unser Alltag. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Ich komme zum Schluss: Es ist klar, dass wir Leistungsstarke fördern wollen, wie es in Ziffer 5 gefordert wird. Das hängt jedoch nicht von der Selektion und der Individualisierung ab. Wir fordern Leistung für alle, aber nicht für alle dieselbe. Ich bitte den Rat im Namen der SP-JUSO-PSA-Fraktion, alle fünf Ziffern abzulehnen.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Der Unterricht an den Schulen im Kanton Bern wird heute schon leistungsorientiert durchgeführt. Es wird Sach-, Fach- und Sozialkompetenz vermittelt, welche wichtige Grundlagen für den Besuch der weitergehenden Schulen und Berufsausbildungen sind. Die Schulen fördern die Leistungsbereitschaft, indem altersgemässe Leistungen verlangt werden. So lernen die Schüler auch, selbst Verantwortung für das eigene Lernen und die eigene

Schullaufbahn zu übernehmen. Am Ende des Schuljahres wird der Beurteilungsbericht erstellt. Damit werden die Sachkompetenz sowie das Arbeits- und Lernverhalten beurteilt. Vom dritten Schuljahr an wird auch heute schon mit Ausnahme von Französisch die Sachkompetenz mit Noten beurteilt. Die Wahl der Schulmodelle und der Schulorganisation liegt in der Kompetenz der Gemeinden – und das soll so bleiben. Alle Schulen müssen sich jedoch an den Zielvorgaben der Lehrpläne orientieren. Die Lehrpersonen geniessen bei der Ausübung ihrer Tätigkeit Lehrfreiheit im Rahmen der rechtlichen Grundlagen. Der Förderung von leistungsstarken Schülern wird heute schon Rechnung getragen, indem an verschiedenen Orten auf Spez-Sek-Niveau unterrichtet wird. Zudem können sich diese Schüler für den Besuch von Maturitätsschulen qualifizieren. Ebenso wichtig ist die Vorbereitung auf die Berufsausbildung. Es gehört zum Auftrag der Lehrpersonen, die Schüler ihren Fähigkeiten entsprechend bestmöglich zu fördern. Auch für besonders begabte Schüler gibt es heute schon zusätzliche Möglichkeiten. Zudem besteht die Möglichkeit, von fakultativen Fächern zu profitieren. Wir gehen davon aus, dass mit der Einführung des Lehrplans 21 die Bewertungsmethoden, die sich heute bewährt haben, weiterhin Anwendung finden werden. Bei den Anliegen dürfen wir nicht nur an die städtischen Verhältnisse denken; die Regeln müssen auch für die ländlichen Schulen praxistauglich sein. Ziffer 5 der Motion läuft zudem dem Lehrplan 21 zuwider. Die BDP-Fraktion unterstützt die Motion in den Ziffern 1 und 2, jedoch mit gleichzeitiger Abschreibung. Die Ziffern 3 und 4 wird sie ablehnen; Ziffer 5 kann mehrheitlich als Motion unterstützt werden. Als Postulat würde sie einstimmig unterstützt.

Stefan Oester, Belp (UDF). Die EDU-Fraktion hat die Motion angeschaut: Sie hat eigentlich Freude daran und unterstützt sie. Wenn es heisst, eine Leistungsorientierung, Schulbildung und Förderung an unseren Volksschulen, will ich hier ganz klar sagen: Wir sind gut unterwegs. Aber wenn man gut unterwegs ist, darf man sich ja auch verbessern. An dieser Stelle möchte ich allen Lehrpersonen, die sich engagieren und mithelfen, für ihren Einsatz danken und möchte sie motivieren, weiterzufahren und vielleicht für die guten Schülerinnen und Schüler einen Schritt mehr zu machen, wie es in der Motion gefordert wird, damit sie die Möglichkeit haben weiterzukommen.

Ich möchte auf zwei Punkte eingehen. Erstens: In Belp haben wir das bereits gemacht. Bekanntlich geht der GU9 (gymnasialer Unterricht im 9. Schuljahr) 2017 von den Gemeinden weg. Da stellt sich die Frage, was mit den Schülern geschehen soll, die talentiert sind und sich engagieren. Die Frage war, ob die Spez-Sek-Klassen aufgehoben oder gleichwohl weitergeführt werden sollen. In Belp haben wir uns entschlossen, sie weiterzuführen. Das wäre ein Punkt in die Richtung, in welche die Motion geht. Deshalb möchte ich dem Rat beliebt machen, diese Punkte zu unterstützen.

Zweitens: Als Lehrmeister habe ich manchmal den Eindruck, dass viele der Jugendlichen, die in den Betrieb kommen, besser hätten gefördert werden können und dass man mehr hätte machen können. Auch die Notengebung ist für mich als Lehrmeister etwas einfacher zu lesen als eine seitenlange Beurteilung, aus der man nur mit Mühe herauslesen kann, ob die Jugendlichen etwas können oder nicht. In der Gewerbeschule werden sie gefordert; dort gibt es Noten. Deshalb bin ich froh, wenn ich schon von Anfang an weiss, wo sie stehen. Aus diesem Grund unterstützt die EDU eigentlich alle Ziffern; ich bitte den Rat, dies ebenfalls zu machen.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC). En ce qui concerne le point 1, je suis vraiment étonnée que le Conseil-exécutif rejette ce point. Axer l'enseignement sur la performance, n'est-ce pas logique? Pourquoi rejeter ce point? Au mieux, classer ce point de la motion, mais le rejeter, c'est un petit peu fort je pense. Dans sa réponse, le Conseil-exécutif affirme que les élèves qui suivent une école obligatoire sont préparés à la formation professionnelle. Quand on discute avec les maîtres d'apprentissage, avec l'économie, M. Müller l'a déjà souligné, chacun se plaint que les élèves ne sont pas préparés à cette vie et ne sont pas assez performants. Donc, pour soutenir l'économie, nous soutenons aussi le point 1 de la motion. En ce qui concerne le point 2, notation principale, le Conseil-exécutif dit que la manière d'évaluer les élèves en ce moment, par des rapports d'évaluation ou des appréciations est satisfaisante. Non, là je pense que ce n'est vraiment pas satisfaisant du tout. M. Näf, vous l'avez dit, c'est très compliqué, et je me demande si ce n'est pas trop compliqué pour les enseignants, si ce n'est pas trop lourd, si la charge de travail des enseignants n'est pas encore plus lourde, justement par ces appréciations, par ces rapports d'évaluation. En ce qui concerne les points 3 et 4, nous en avons longtemps discuté dans le groupe, nous rejetons ces points-là car les choix de modèle sont du ressort des communes, et donc là nous sommes pour l'autonomie des communes. Accorder plus d'importance à la sélection et à la stimulation des doués, oui, l'UDC soutient ce point-là, on sait que pour les élèves ayant des

difficultés beaucoup, beaucoup a été fait: il y a des programmes, il y a beaucoup d'aides – ce qui est aussi juste – pour éviter que ces élèves ne se retrouvent au chômage ou sans emploi. Mais pour ce qui concerne les doués, nous pensons qu'il faut les stimuler davantage, car ces élèves s'ennuient en classe, dérangent et pour finir ils perdent du temps et ils n'apprennent pas à s'accrocher, à se donner à fond, ce qui, pour une vie professionnelle, est utile. Donc nous soutenons ce point 5.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Als ich den Vorstoss durchlas und auf mich wirken liess, musste ich im ersten Moment leer schlucken. Ich dachte: Das kann doch nicht euer Ernst sein! Aber Bildung ist eine ernste Sache, es geht nämlich um unsere Kinder. Nach diesem kurzen persönlichen Exkurs möchte ich nun noch mitteilen, was die EVP-Fraktion besprochen hat. Ziffer 1: Unsere Schule ist leistungsorientiert und muss es nicht wieder werden. Mehr will ich dazu nicht sagen. Wir lehnen diese Ziffer ab. Ziffer 2: Noten sind ein Beurteilungsinstrument. Sie bilden letztlich die Beurteilung, die in einem Zeugnis steht. Daneben gibt es die Beurteilung der persönlichen Kompetenzen eines Schülers, der als Individuum, als eigenständige Persönlichkeit, als ganzer Mensch gefördert und gefordert werden soll. Und das ist gut so. Auch für uns Eltern ist es sehr wichtig, damit wir sehen, was eigentlich unsere Kinder ausmacht. Natürlich benötigen wir ein Instrument, um zu beurteilen, was ein Kind leisten kann. Wir teilen hier jedoch die Meinung des Regierungsrats, dass man diese Ziffer annehmen und gleichzeitig abschreiben soll.

Ziffern 3 und 4: Wir haben eine sehr vielfältige Schullandschaft. Dort ist es unbedingt nötig, dass die Wahl des Schulmodells gewährleistet sein muss. Diese Wahl liegt in der Kompetenz der Gemeinden. Aus unserer Sicht soll dies auch so bleiben. Die Gemeinden sollen zusammen mit den Schulen dasjenige Modell wählen, das ihren Voraussetzungen und Möglichkeiten Rechnung trägt und die Schülerinnen und Schüler optimal fördert. Dabei haben verschiedene Modelle ihre absolute Berechtigung. Ich begrüsse sehr, dass wir in einer öffentlichen Schule heute ein weitgehendes Verständnis dafür entwickelt haben, wie guter Unterricht aussehen kann und wie ein möglichst gutes Lernklima geschaffen werden kann. Aus diesen Gründen lehnen wir die Ziffern 3 und 4 entscheiden ab. Ziffer 5: Diese letzte Ziffer lehnen wir ab, weil sie der Bildungsstrategie und den Zielen des Lehrplans 21 diametral entgegensteht. Wir verfolgen das Ziel Integration vor Selektion und nicht umgekehrt. Sonst müssten wir die ganze Bildungsstrategie neu erfinden. Wir wollen keine Klassengesellschaft fördern und wollen keine Förderung der Stigmatisierung. Das bedeutet jedoch nicht Integration um jeden Preis. Es gibt Angebote für schwache und solche für starke Schüler. Solche Angebote, die den Schülern entsprechen, werden von den Schulen denn auch genutzt. Wir anerkennen, dass im Zuge der Umsetzung der Integration vielfach der Blick auf die Schwächsten gerichtet ist. Das heisst zum Beispiel auch: auf die Fremdsprachigen. Ob all dieser Bemühungen dürfen indessen die anderen Schüler nicht vernachlässigt werden. Wir vertrauen jedoch der Schule, denn es ist ihr bewusst, dass sie sich dieses Themas adäquat annehmen muss. In diesem Zusammenhang kann man den Schulversuch für starke Lehr- und Lernverhältnisse erwähnen, der ebenfalls noch ein Thema sein wird.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Grossrat Kohler und mit ihm wahrscheinlich die FDP-Fraktion haben hier eine Motion eingereicht, die auch in der grünen Fraktion ziemlich für Kopfschütteln gesorgt hat. In den fünf Ziffern vermischen sie verschiedene Themen, die aus ihrer Sicht zusammenhängen: nämlich die Gründe, weshalb leistungsstarke Schüler und Schülerinnen im Kanton Bern nicht genügend gefördert werden. Die grüne Fraktion kann Grossrat Kohler grundsätzlich noch folgen, wenn er konstatiert, dass in den letzten Jahren die Aufmerksamkeit bei der Thematik Integration vor allem auf Kinder gerichtet wurde, die in der Schule eher Mühe haben und Mühe machen. Dabei mag vielleicht wirklich ein gewisses Manko entstanden sein, sodass die unauffälligen und leistungsbreiten Kinder manchmal etwas zu wenig umsorgt wurden. Die Formulierungen im Motionstext sind jedoch recht unsorgfältig und könnten, wie Roland Näf ausgeführt hat, Lehrpersonen, die sich Tag für Tag mit voller Kraft für ihre ganze, heterogene Klasse engagieren, durchaus verletzen. Auch das Interview mit Hans-Peter Kohler in der «berner schule» hat meiner Erachtens nicht weiter erklärt, aufgrund welcher konkreten Anhaltspunkte er so skeptisch und misstrauisch ist.

Zu den fünf Ziffern: Bei Ziffer 1 macht es uns das Wörtchen «wieder» unmöglich, diese Ziffer anzunehmen. Würde sie angenommen, würden wir mithelfen, sie sofort abzuschreiben. In den Berner Schulen wird von jeher und auch heute noch leistungsorientiert unterrichtet. Leistung bedeutet für jedes Kind etwas anderes, weil jedes Kind andere Möglichkeiten hat, eine bestimmte

Leistung zu erreichen.

Ziffer 2 zum Thema Schulnoten nehmen wir an und schreiben sie ab, denn Schulnoten sind nach wie vor das Kommunikations- und das Beurteilungsmittel in der Schule. Denjenigen, die schulpflichtige Kinder haben, geht es womöglich wie mir: Wenn ich das Zeugnis der Kinder anschau, finde ich das zweite Blatt, mit den differenzierten Kreuzchen, zehnmal spannender als die Schulnoten im Dezimalsystem. Zu den Ziffern 3 und 4: Ich verwende bewusst den Begriff «altersgemischt», denn jahrgangsgemischt stimmt nicht. Der Kanton Bern hat eine sehr lange Tradition des altersgemischten Unterrichts, und dies vor allem aus geografischen Gründen. Diese Unterrichtsform wurde in den letzten Jahren wieder vermehrt eingeführt: einerseits aus Gründen der Schulorganisation, weil damit im ländlichen Raum Klassen und Schulen erhalten werden konnten. Andererseits geschah dies, mehr in den Städten, aus pädagogische Gründen, weil, wie Roland Näf erwähnt hat, die Heterogenität in den letzten zehn bis zwanzig Jahren enorm zugenommen hat und ohnehin jede Klasse ein Spektrum von drei bis vier Jahrgängen aufweist. Mit den altersgemischten Klassen muss man per se individualisiert unterrichten und kommt gar nicht mehr in Versuchung, zu meinen, alle Kinder könnten im selben Moment dasselbe lernen und begreifen. Die Basisstufe ist uns bekanntlich ein wichtiges Anliegen; es ist eine weitere Variante des altersdurchmischten Unterrichtens. Die grüne Fraktion lehnt diese beiden Ziffern entschieden ab und fragt sich, weshalb die beiden Grossräte sagen, auf dem Land dürfe man dies weiter so machen, wenn sie dieser pädagogischen Form gegenüber doch dermassen skeptisch sind. Würde man dies zu Ende denken, wäre es im Grunde genommen eine Benachteiligung. Ziffer 5, Selektion und Förderung: Selektioniert wird im Kanton Bern nach wie vor in der 5./6. Klasse für den Übertritt in die Sek I und noch einmal in der 8. Klasse für den Übertritt ins Gymnasium. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, gibt es verschiedene Möglichkeiten, wie die leistungsbereiten Kinder mit der individuellen Lernförderung, mit der Schulvorbereitung und mit fakultativen Fächern noch mehr gefordert werden können.

Zum Schluss noch eine persönliche Bemerkung: Ich unterrichte bekanntlich Musik und halte mich selbst für eine sehr leistungsorientierte Lehrperson. Ich erwarte von meinen Schülerinnen und Schülern sehr viel. Ich unterrichte jedoch bewusst nach dem Motto: «Das Gras wächst nicht schneller, wenn man daran zieht. Vielmehr muss es gut gedüngt werden.»

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich nehme vorweg, wie die glp-Fraktion stimmen wird: Bei Ziffer 1 sind wir für ein Postulat; bei den übrigen Ziffern schliessen wir uns dem Regierungsrat an. Ziffer 1 kann ich noch kurz begründen. Es geht in die Richtung, die vorher erwähnt wurde: Ziffer 1 enthält das Wörtchen «wieder». Wir sind jedoch klar der Meinung, dass wir bereits ein leistungsorientiertes Schulsystem haben. Wir haben fünf Schulmodelle. Vor kurzem erst habe ich gefordert, diese Modelle auf drei zu reduzieren. Der Grosse Rat war mit grosser Mehrheit der Meinung, man solle alles so lassen, wie es ist, und solle die Gemeindeautonomie achten. Innerhalb dieser fünf Modelle haben wir, grob gesagt, Real, Sek und Spez-Sek als Modell. Ich weiss nicht, was man da noch leistungsorientierter machen könnte. Wer Kinder hat, weiss, dass die durchlässigen Modelle nach jedem Semester die Chancen geben, in einem Modell aufzusteigen, aber auch das Risiko bergen, dass man absteigt. Das heisst, dass man nach jedem Semester die Leistungsorientierung, die Selektion, hat. Ich weiss nicht, was man da noch verstärken könnte.

Ich weiss natürlich – oder glaube zumindest zu wissen –, worum es Grossrat Kohler in seinem Vorstoss wirklich geht. Es ist bekanntlich häufig so, dass es nicht um das geht, was im Titel steht. Wer kann denn schon gegen eine leistungsorientierte Schulbildung und gegen eine Förderung an unseren Volksschulen sein? – Niemand! Man muss die Motion zu Ende lesen und muss die Klammerbemerkung lesen, um zu merken, worum es Grossrat Kohler wirklich geht. Es geht darum, dass er der Meinung ist, die Integration, die heute gemacht wird, sei schlecht und man solle wieder zum klassischen Selektionssystem zurückkehren. Ich nehme jetzt einmal an, dass er das meint, was die meisten von Ihnen noch erlebt haben: «Back to the eighties», Sek wieder nach der 4. oder vielleicht der 6. Klasse trennen; dann ist gemäht, und nach der 9. Klasse kann man weiterschauen.

In den Ziffern 3 und 4 zeigt sich, dass Grossrat Kohler der altersdurchmischte Unterricht gelinde gesagt suspekt ist. Ich weiss das, weil wir auch in der Gemeinde bildungspolitische Geschäfte mit dem Florett ausfechten. Er findet es, wie er schon mehrmals gesagt hat, schlecht und kämpft auch dagegen. Er hat zwar erklärt, dass er es nicht so meine, wie er es geschrieben habe; er sei natürlich nicht gegen die kleinen Gemeinden auf dem Land. Aber, lieber Hans-Peter, es zählt nun einmal, was du geschrieben hast. Immerhin hast du es jetzt noch gesagt. Ich gehöre ebenfalls zu denen, die altersdurchmischten Unterricht erleben durften: Ich besuchte in Schlosswil eine

altersdurchmischte Klasse. Viele von Ihnen haben dies auch erlebt. Sie wissen ebenfalls, dass es sehr gut funktioniert. Früher, als man noch nach der 4. Klasse in die Sek übertrat, war dann häufig schon gemäht. Als die Klassen noch nicht durchmischt waren und die Sek weit weg war, konnte man statistisch feststellen, dass die Sek-Quote in den abgelegenen kleinen Dörfchen niedriger war. Das ist zum Teil sogar heute noch so. Glauben sie mir: Das hat nichts damit zu tun, dass die Kinder, die abgelegen wohnen, dümmer wären.

Einen Punkt möchte ich noch anfügen: Die Folgen des ASP-Programms sind in den Landschulen mit altersdurchmischten Klassen zum Teil recht hart. Bekanntlich haben wir dort andere Überprüfungsgebiete: kleinere Klassengrößen, wenn mehrere Jahrgänge in einer Klasse unterrichtet werden. Man konnte dies aber auch in Köniz feststellen, das ebenfalls ländliche Schulen hat. Dort hatten wir auf einmal sehr grosse Klassen mit drei oder vier Jahrgängen. Da habe ich manchmal auch den Eindruck erhalten, es werde heikel für die leistungsstarken Schüler. Ich habe auch sehr bedauert, dass man im Zusammenhang mit der ASP häufig nicht auf die Klassengrösse zielte, sondern Angebote der Schule kürzte: nämlich die Freifächer, die aus meiner Sicht eben gerade den leistungsstarken Schülern dienen. Auch der abteilungsweise Unterricht wurde abgebaut, zum Teil in den Sprachen, wo Leistungsniveaus eingeführt wurden. Dort könnte man durchaus etwas machen. Würde Ziffer 1 als Postulat überwiesen, könnte der Erziehungsdirektor dort vielleicht etwas Gegensteuer geben. Im Grossen und Ganzen sind wir mit der Antwort des Regierungsrats jedoch zufrieden.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Grossrat Brönnimann hat es richtig erkannt: Den Motionären geht es grundsätzlich um eine leistungsorientiertere Schulbildung. Und für einmal geht es tatsächlich um die leistungsstärkeren Schülerinnen und Schüler: etwas, das in der Schule definitiv nicht zu den wichtigsten Gebieten gehört. Der Vorstoss wurde in der FDP-Fraktion sehr wohl auch kontrovers diskutiert. Es gibt allerdings einige Punkte, in denen wir uns einig waren. Im aktuellen Schulsystem ist es in der Tat so, dass den Schwächeren ein sehr grosses, wenn nicht sogar zu grosses Gewicht zugestanden wird. Der Trend zur Integration ist übertrieben; und dass Artikel 17 in der Umsetzung grosse Schwierigkeiten bietet, wird wohl auch die Erziehungsdirektion nicht verneinen wollen. Für die Wirtschaft ist von Bedeutung, dass die Schnittstelle zwischen Sek I und Sek II, nämlich der Austritt aus der obligatorischen Schulzeit, Schwierigkeiten bereitet. Es gibt Rückmeldungen aus der Wirtschaft, dass gerade auch in den Bereichen Leistungsbereitschaft und Motivation nicht immer alles zum Besten steht. Das war zwar früher schon so, aber es ist sicher nicht besser geworden. Der schulische Rucksack, den die Schülerinnen und Schüler mitbringen, ist aus der Sicht der Wirtschaft nicht immer optimal gefüllt. Das zeigt sich nicht zuletzt daran, dass sehr viele Branchen – fast alle – heute Berufsvorbereitungskurse und Tests durchführen, die eigentlich noch auf die Sek-I-Stufe gehören würden. Es kann nicht sein, dass es die Schule versäumt, die Schülerinnen und Schüler auf die nächste Stufe vorzubereiten. Ein gewisser Handlungsbedarf ist wohl unbestritten. Er wurde sicher auch in der Erziehungsdirektion erkannt. Deshalb ist die FDP grundsätzlich in ihrer Mehrheit für die Motion und stimmt den Ziffern 1 und 2 klar zu.

Die Ziffern 3 und 4 sind in der Fraktion umstritten. Bei Ziffer 5 sind wir uns einig: Wir werden ihr einstimmig zustimmen. Wir sind in keiner Art und Weise gegen Integration. Aber alles muss sein Mass haben. Derzeit konzentriert sich alles auf die Integration. Deshalb ist es wichtig, wieder einmal von Selektion zu sprechen – nicht gegen die Schwachen, sondern auch für die Schwachen, denn wenn die Schere zu gross wird, ist niemandem geholfen, weder den Leistungsstarken noch den Leistungsschwachen.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich habe ein wenig Verständnis für die Forderungen dieser Motion. Ich sehe sie eigentlich vor allem in Beziehung zum Lehrplan 21. Wenn man ihn tatsächlich einführt, wird es sehr schwierig, die mehr als 360 Kompetenzen überhaupt in Noten umzuwandeln. Auch mit den Lehrmitteln, zum Beispiel mit «Mille feuilles», ist es sehr schwierig, eine Beurteilung mit Noten vorzunehmen. Das sagen auch alle Lehrer. Die Zielsetzungen sind jedoch auch anders. Das Ziel ist gar nicht, gut Französisch zu sprechen, sondern Freude an der Sprache, an ihrem Rhythmus und an ihrem Ton zu haben. Deshalb haben die Motionäre wirklich Recht. Man sieht bekanntlich auch, dass die Lehrpersonen Schulungen absolvieren müssen, um zu lernen, wie man die Noten machen könnte. Dafür geben wir Millionen aus. Das ist in der Tat eine fragwürdige Entwicklung.

Eine Bemerkung zum Sprecher der SP: Tatsächlich haben wir eine Schule gemacht, in der die Kinder überfordert sind, vor allem die kleinen. Da hat insbesondere die SP mitgeholfen. Ich denke

an die Blockzeiten für die Unterstufenkinder, die total überfordert sind. Das sagen auch die Lehrpersonen. Auch die Vierjährigen sind mit der obligatorischen Einschulung total überfordert. Dort braucht es nun Hilfe, SOS und so weiter. Das ist eben auch Leistung. Man müsste auch Leistung definieren. Für die Kleinen haben wir nun eine Leistungsschule gemacht, und für die Grossen haben wir durch die Integration aller Schüler im Grunde genommen eine Schule gemacht, in der die guten Schüler unterfordert sind und die weniger intelligenten, die zwar auch ihre Stärken haben, Mühe haben, in der Regelklasse mitzuhalten. Deshalb herrscht in der Schule auch Unruhe. Dies hat dazu geführt, dass die Förderung der guten und der weniger guten Kinder sehr schwierig ist. Wir haben eine Schule gemacht, die den Kleinen sehr viel abverlangt und bei den Grossen zu wenige Möglichkeiten bietet, um die Leistungen zu beurteilen.

Reto Müller, Langenthal (PS). Schule und Leistung sind heute absolut kein Widerspruch. Im Gegenteil. Die Null-Bock-Generation, die wir eine Zeitlang hatten, ist längst vorbei. Heute träumt man in der Oberstufe wieder davon, dereinst ein Einfamilienhaus, eine Familie und ein schönes Auto zu haben. Das mag uns, die wir noch Rockstar, Superman oder Superwoman werden wollten, etwas erschrecken und mag etwas bieder klingen, aber heute ist es wirklich anders. Die heutige Jugend weiss auch, was sie dafür leisten muss; sie weiss, was sie dafür tun muss. In der Schule fördern oder mehr fordern: Wenn man die Eltern fragen würde, hätten vermutlich 85 Prozent den Eindruck, ihr Kind, ihr «Schätzeli», werde suboptimal gefördert, wie auch Grossrat Kohler sagte. Das ist eine natürliche Reaktion. Vielleicht muss man jedoch dieselben Massstäbe anwenden: Vielleicht müssten diejenigen, die gut sind, auch eigenverantwortlich dafür sorgen, dass sie vorankommen und besser werden. Unser Schulsystem geht nun einmal davon aus, dass man sich um die stärksten 10 Prozent und die schwächsten 10 Prozent kümmern muss, während die 80 Prozent dazwischen gewissermassen von selbst gehen können sollen.

Der Vorstoss der Grossräte Kohler und Müller ist nicht falsch. Er fokussiert aus meiner Sicht jedoch auf die falschen Indikatoren. Exlehrern hört man nicht zu und Lehrern sowieso nicht, dennoch sage ich noch Folgendes: Ich hatte einmal eine Realklasse mit 25 Schülerinnen und Schülern. Ein anderes Mal hatte ich – als grossen Ausreisser – eine Realklasse mit 13 Schülerinnen und Schülern. In welcher der beiden Klassen konnte ich wohl besser fördern und fordern; in der Klasse mit 13 oder in derjenigen mit 25 Schülerinnen und Schüler? Das ist eine Lehrerfrage, ich weiss. Man macht aus einem Fiat nie einen Ferrari: Das geht auch in der Bildung nicht. Trotzdem ist einiges an individueller Förderung möglich, wenn die Klassen klein gehalten werden. Drei der Schülerinnen und Schüler jener Realklasse traten nachher direkt in eine Lehre als Kaufmann oder als Kauffrau ein und haben diesen Sommer ihre Lehre erfolgreich abgeschlossen. Zwei davon machen nun noch die Berufsmatur. Sie können nun einwenden, dabei handle es sich wohl um Ausnahmen. Es hat jedoch insbesondere auch mit der Klassengrösse zu tun, dass man fördern, Leistungen kontrollieren und eben auch mehr fordern kann. In der Unterstufe brauchen wir Klassenassistenten, weil der Grosse Rat die Klassen so gross gemacht hat, dass eine Lehrperson allein nicht mehr zurechtkommt. Vielleicht sollten wir einmal darauf achten. Leistungsorientierte Schulbildung ja, aber mit geringeren Klassengrössen, weil man auf diese Weise stärker individuell fördern kann.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Je me permets juste de vous faire part encore de deux, trois précisions. À entendre ce qui s'est dit un peu dans ce débat, on pourrait croire que l'école bernoise est dans un bien triste état. Et je suis surpris, M. Müller, d'entendre dire que dans le canton de Berne, 95 pour cent des jeunes obtiennent un diplôme du secondaire II, ce qui nous fait un peu comme d'excellents élèves de Suisse. Pour un système qui est aussi mal fichu que vous le prétendez, je trouve que le résultat est singulièrement bon! Une autre remarque, on dit que les jeunes ne sont point, ou insuffisamment préparés aux apprentissages. Je me permets quand même ici d'appeler un peu à votre bon sens. Lorsque, à l'école secondaire de Moutier, on reçoit une plainte d'un patron d'apprentissage qui dit que ses élèves, nos élèves, sont mal préparés, en français, et que dans la lettre qu'il nous envoie, il y a cinq fautes d'orthographe, vous me permettrez de mettre un peu en doute ses réclamations. C'est un peu facile. Et n'allez pas croire – et je me battraï jusqu'au bout – pour que l'école ne forme justement pas des spécialistes, pas des futurs maçons ou des futurs mécaniciens ou des futurs ingénieurs agronomes, non on développe des personnalités, des personnes avec leur potentiel, et on ne prépare pas déjà à quelque chose. Ça c'est le travail qui vient après, et il ne faudrait pas tout mélanger, s'il vous plaît, ne l'oublions pas.

Deuxième chose, l'effet pervers de cette pression qui est mise sur les jeunes. Il n'y a pas si longtemps, dans un grand quotidien hebdomadaire romand du dimanche, on faisait état des nombreux jeunes qui vivent très mal la pression qui leur est soumise par les parents. C'est absolument incroyable la pression qui est mise, et je ne sais pas si vous vous en rendez compte. On dit que l'école n'est pas axée sur la performance. Mais à l'école secondaire, tous les six mois, il y a une sélection, mais bon, cela n'arrive plus jamais. Mais qu'est-ce que vous voulez, que l'on en fasse une tous les trois mois? Cela veut dire que chaque semaine, on décide si un élève est jaune ou vert, bon s'il peut continuer ou pas. Je crois qu'il faut un tout petit peu freiner la chose, s'il vous plaît gardons les pieds sur terre. Enfin, par rapport aux élèves à haut potentiel, il est vrai que dans le canton, les élèves à haut potentiel n'utilisent pas la totalité de leur argent, caramba! c'est parce que souvent ils aiment bien aussi rester tranquilles avec leurs copains et pas continuer de se gratter le chignon.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS). Mir geht es ähnlich wie Christine Grogg. Meine erste Reaktion war: Schuster bleib bei deinen Leisten. Ich hätte mich nie getraut, im medizinischen Bereich eine vergleichbare Motion einzureichen. Ich war schockiert über gewisse Formulierungen. Nach all dem, was gesagt wurde, möchte ich vor allem noch auf die letzte Ziffer eingehen. Ich möchte jedoch nicht die Selektion besonders in den Vordergrund stellen, denn dort sehe ich ebenfalls ein Problem. Auch ich habe persönliche Erfahrungen, obwohl ich davon nicht immer gleich viel halte. Da besteht aus meiner Sicht aber wirklich Handlungsbedarf: Für Leistungsstärkere sollte mehr getan werden. Ich halte jedoch nicht die Selektion für den richtigen Ansatz, sondern die Individualisierung. Da besteht allerdings das Problem, dass die Lehrpersonen noch nicht dort sind, wo sie sein sollten. Da besteht Verbesserungspotenzial, Leistungsstärkere kommen zu kurz. Selektion vor Integration ist jedoch ein sehr heisses Eisen. Ich erinnere gerne daran, dass die Schweiz vor etwa einem Jahr die UNO-Behindertenrechtskonvention unterschrieben hat. Bis jetzt hat der Kanton Bern dies ignoriert, obwohl es im Kanton einen Niederschlag finden müsste. Da besteht wirklich Handlungsbedarf. Wir sind effektiv noch lange nicht dort, wo wir irgendwann einmal sein müssten, denn es handelt sich um eine verbindliche Konvention. Ich bitte den Rat, dem neuen Schlagwort «Selektion vor Integration» nicht zu folgen, sondern die Mittel zu Verfügung zu stellen – vielleicht noch ein paar Millionen, Sabina Geissbühler –, damit die Lehrpersonen die entsprechenden Kompetenzen, mit heterogenen Klassen umzugehen, ausbauen können. Auf diese Weise können auch die Leistungsstärkeren so individualisiert werden, wie es ihnen entspricht. Ich danke dem Rat, wenn er alle Ziffern ablehnt, wie es unser Fraktionssprecher empfohlen hat.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). «Vergleiche nie ein Kind mit einem andern, sondern immer nur mit ihm selbst.» Diese Worte stammen von Heinrich Pestalozzi, der heute wohl kein Lehrerdiplom mehr bekäme. Die Fokussierung auf Leistungsdruck und Noten erzeugt ein Klima des schlechten Lernens. Sie erzeugt Burn-outs und noch mehr Kinder und Jugendliche die Psychopharmaka benötigen – in der Schweiz sind es bereits 40 000. Mit diesen Medikamenten sollen die Kinder angepasst werden. Was braucht die Schule dringend? Sie braucht kein Herumschrauben seitens des Grossen Rats, sondern mehr freien Gestaltungsraum für das wichtigste Ziel: nämlich dass unsere jungen Menschen gesund heranwachsen können.

Philippe Müller, Berne (PLR). Es wurde im Rat aberkannt, dass es um Leistung geht. Ich habe vielfach aber gehört, Leistung werde bereits gefordert, alles sei in Ordnung. Weiter habe ich viele Bemerkungen dazu gehört, wie ein schöner und freudvoller Schulbetrieb aussehen soll. Nicht gehört habe ich jedoch, meine Damen und Herren, weshalb es diesen Multicheck gibt und weshalb er so oft angewendet wird. Bestimmt nicht zum Vergnügen. Er wird angewendet, weil die Erfahrung zeigt, dass die Lehrlinge die Voraussetzungen, die nötig sind, um eine Lehre zu bestehen, oft nicht mitbringen, lieber Peter Gasser. Dazu habe ich in all den doch eher theoretischen Ausführungen am Rednerpult nichts gehört. Es geht darum, die Schülerinnen und Schüler auf das vorzubereiten, was nachher kommt. Auch zu ihrem Wohl.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Motion verlangt drei Dinge: erstens mehr leistungsorientierten Unterricht sowie Selektion vor Integration; zweitens weniger jahrgangsgemischte Klassen und drittens, dass Schulnoten das zentrale Beurteilungsinstrument bleiben. Auf diese drei Punkte werde ich nachher eingehen, erlauben Sie mir zunächst jedoch folgende Vorbemerkung: Die Motionäre sagten am Anfang, die Schule «kränkele», und

begründeten diese Aussage mit relativ pauschalen Argumenten. Fakt ist indessen, dass im Kanton Bern 95 Prozent aller Jugendlichen einen Abschluss auf Sekundarstufe II haben. Manchmal sind es 93, manchmal 97 Prozent, aber es ist schweizweit und weltweit ein Spitzenwert. Entsprechend hat der Kanton Bern auch eine niedrige Jugendarbeitslosigkeit. Dies ist das Ergebnis unseres Bildungssystems. Es sind nicht nur die Lehrbetriebe und die Gymnasien, die dies erreichen, vielmehr kann sich das Bildungssystem insgesamt sehen lassen. Ich glaube, die Welt beneidet uns um dieses Ergebnis. Grundsätzlich zu behaupten, unser Bildungssystem oder unsere Volksschule «kränkele», scheint mir etwas gewagt. Es mag sein, dass in Einzelfällen nicht genau die richtige Vorbildung für eine bestimmte Lehre vorhanden ist. Daran arbeiten wir jedoch. Es gab einen Vorstoss aus dem Grossen Rat, auf dem das Projekt BIVOS (Bildungsstandards für die Volksschule) basiert; im achten Schuljahr sollen «Stellwerk»-Tests durchgeführt und das neunte Schuljahr soll besser auf die Berufsbildung ausgerichtet werden. Grundsätzlich ist jedoch das Ergebnis unserer Schule ein sehr gutes. Man sollte davon wegkommen, mit pauschalen Argumenten Schulreformen auszulösen.

Nun zu den drei Punkten. Erstens: Förderung leistungsstarker Schülerinnen und Schüler, Selektion vor Integration. Wir sind uns darin einig, dass es nicht um die Hochbegabten geht, denn für diese gibt es ein spezielles Gefäss. Es geht hier um die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler, welche die Sekundarschule und das Gymnasium erreichen. Wir gehen mit den Motionären einig, dass die Aufgabe der Schule darin besteht, auch die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler besonders zu fördern. Deshalb haben wir in der Sek I auch eine Selektion zwischen Real- und Sekundarschule; weiterhin zugelassen ist zudem die «spezielle Sekundarschule» (Spez-Sek), dazu kommt eine Ausrichtung des neunten Schuljahres, welche die starken Schülerinnen und Schüler fördern will. Mit dem Lehrplan 21 planen wir die individuelle Vertiefung und Erweiterung, um auch die starken Schülerinnen und Schüler besonders fördern zu können. Ausserdem führen wir das Quarta-Modell ein, damit die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler nicht bis zur neunten Klasse in der Sek bleiben müssen, sondern im deutschsprachigen Kantonsteil bereits nach der achten Klasse ins Gymnasium eintreten können. Aber so absolut, wie die Motion in Ziffer 5 Selektion vor Integration verlangt, wäre sie meines Erachtens problematisch. Die Schule hat auch die Aufgabe, das Mittelfeld und die weniger starken Schülerinnen und Schüler zu fördern. Nicht alle Schülerinnen und Schüler werden dereinst eine Universität oder eine Hochschule besuchen. Nicht alle absolvieren das Gymnasium. Wir wollen auch eine starke Berufsbildung. 70 bis 80 Prozent der Kinder besuchen nicht das Gymnasium, sondern durchlaufen eine Berufsbildung und haben dort beste Chancen. Wir sind uns in der Politik, mit den Lehrbetrieben und der Wirtschaft einig, dass wir die Bildung in diesem Kanton und in diesem Land nicht akademisieren wollen. Wir wollen die Schiene der akademischen Bildung – Gymnasium und Universität – nicht aufblasen, sondern wollen bei 20 Prozent bleiben sowie die 70 bis 80 Prozent in der Berufsbildung unterstützen. Gerade heute Abend werde ich an einer Veranstaltung in der Universität mitwirken, bei der es um dieses Thema geht. Da gibt es viele Missverständnisse. Aber den Erziehungsdirektoren in der Schweiz und insbesondere der Erziehungsdirektion des Kantons Bern geht es darum, die beiden Bildungswege nicht gegeneinander auszuspielen.

Nun zu verlangen, dass in erster Linie die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler gefördert werden sollen, diejenigen, welche die Sek oder das Gymnasium besuchen werden, ist aus meiner Sicht falsch. Wir müssen auch diejenigen fördern, die eine Berufsbildung absolvieren. Sehr viele von ihnen sind im Mittelfeld, es hat aber auch Leistungsstarke darunter. Angesichts dessen, was heute zum Beispiel in einer Polymechanikerlehre an Können verlangt wird, braucht es dafür auch leistungsstarke Schülerinnen und Schüler. Aber auch das Mittelfeld müssen wir klar unterstützen. In dem Sinn muss die Volksschule eine Schule für alle bleiben. Ziffer 5 will jedoch eine noch stärkere Ausrichtung als heute auf die Stärksten, auf die Selektion. Dies widerspricht unseres Erachtens unserem gemeinsamen Ziel, die Berufsbildung zu stärken und nicht nur auf das Gymnasium zu setzen. Deshalb lehnen wir Ziffer 5 klar ab. In den letzten Jahren haben wir, liebe Grossrätinnen und Grossräte, gemeinsam in der Bildungspolitik eine Beruhigung erreicht. Setzen Sie heute bitte kein derart diffuses Signal für eine unklare und im Sinne einer starken Berufsbildung falsche Reform. Deshalb lehnen wir die Ziffern 1 und 5 ab. Damit soll eine Reform ausgelöst werden; man will irgendetwas machen – allerdings weiss ich nicht, was genau gemacht werden soll; jedenfalls eine Ausrichtung auf die Starken.

Zweitens: Weniger jahrgangsgemischte Klassen. Aus verschiedenen Gründen sind im Kanton Bern rund ein Drittel aller Klassen jahrgangsgemischt; sie weisen zwei oder mehr Niveaus auf. Wer das rückgängig machen will, kennt die Realität unseres Kantons schlecht. Damit würde eine immense

Reform ausgelöst. Es geht, wie wir gehört haben, vor allem um diejenigen Gemeinden, welche jahrgangsgemischte Klassen aus pädagogischen und nicht unbedingt aus schulorganisatorischen Gründen führen. Ich bin indessen der Meinung, dass man den Gemeinden oder den Schulen keine zusätzlichen Vorschriften bezüglich ihrer pädagogischen Arbeit machen sollte. Ich bin ein liberaler Mensch und bin daher der Auffassung, dass sich Schulen auch pädagogisch entwickeln können sollten. Ich möchte die Freiräume für die Gemeinden und die Schulen nicht verkleinern. Es gibt auch gute pädagogische Gründe, die für Mehrjahrgangsklassen sprechen. Eine Zeitlang meinte man, das mache man auf dem Land nur deshalb, weil man die Schule nicht anders organisieren könne. Im Grunde genommen seien Mehrjahrgangsklassen jedoch schlecht. Wir stellen heute fest, dass dies überhaupt nicht stimmt. Auf dem Land sind die Schulen bezüglich der Leistungsergebnisse keineswegs schlechter, und das würde im Rat wohl auch niemand behaupten wollen. Vielleicht ist sogar das Gegenteil der Fall, auch wenn ich nicht behaupten möchte, es liege an den Mehrjahrgangsklassen. Jahrgangsgemischte Klassen können aber sehr viel zur Leistung beitragen. Dort lernt man nämlich Sozialkompetenz. Einmal ist man der Kleinste, und später ist man der Grösste und muss sich um die Kleineren kümmern. Ich habe nie gelernt, mich so um andere zu kümmern, wie es in jahrgangsgemischten Klassen üblich ist. Die Schwächeren können zuhören, wenn den Kleineren etwas erklärt wird, und die Grösseren können manchmal den Kleineren etwas erklären. Es gibt nichts Besseres für leistungsstarke Schüler, als anderen etwas zu erklären. Dabei lernt man selbst enorm viel. Ich habe den Eindruck, dass ich an der Uni dann am meisten lernte, wenn mir jemand eine Frage stellte und ich ändern etwas erklären durfte. Ich warne davor, den Schulen verbieten zu wollen, aus pädagogischen Gründen jahrgangsgemischte Klassen zu führen. Den Schulen diesen Freiraum wegzunehmen, schiene mir ein grosser Widerspruch zu dem, was wir in den letzten Jahren gemeinsam entwickelt haben.

Beim dritten Punkt besteht keine Differenz: Noten sind im Volksschulgesetz als Beurteilungs- und Selektionsinstrument vorgesehen. Die Erziehungsdirektion hat keine Absicht, den entsprechenden Artikel des Volksschulgesetzes zu ändern.

Hans-Peter Kohler, Spiegel (PLR). Ich bedanke mich für alle Voten. Zu einigen Punkten, die der Regierungsrat erwähnt hat, möchte ich kurz Stellung nehmen. Es ist richtig, dass 95 oder gar 97 Prozent der Schülerinnen und Schüler einen Abschluss haben. Das ist auch schön. Man muss aber sehen, wie viele davon Zwischenlösungen und spezielle Unterstützung benötigen, bis man dieses Ziel erreicht hat. Bezüglich Berufsbildung noch Folgendes: Ich bin ein starker Verfechter der Berufsbildung. Aber es sind eben genau die Berufsschulen, die immer wieder fordern, man solle ihnen bessere Schüler bringen: Schüler, die besser rechnen und schreiben können. Dort herrscht eben keine heile Welt. Zur Beruhigung in der Bildungspolitik: Ich nehme dies anders wahr, und nicht nur ich. In der Bildungspolitik ist es nicht ruhig, und zwar nicht nur wegen dieser Motion. Grade kürzlich konnten wir über ein Thema lesen. Ruhig ist es definitiv nicht. Und noch zu Grossrat Näf: Er hat von Missachtung der Lehrpersonen im Kanton Bern gesprochen. Das ist etwas, das ich nie genau verstehe: Wenn man über diese Thematik diskutieren und den politischen Dialog führen will, heisst es immer gleich, man mache etwas Böses und das gehe doch nicht. Der Vorwurf, man missachte die Lehrpersonen, ist nicht gerechtfertigt. Er zeigt auch, wie die Stimmung ist. Wahrscheinlich läuft doch nicht alles rund. Sonst würde man einen anderen Dialog führen, wenn man über dieses Thema spricht.

Ich bitte den Rat, die Anliegen zu unterstützen. Die Diskussion hat gezeigt, dass die Ziffern 3 und 4 teilweise bestritten werden. Zum Teil hat es auch mit Missverständnissen zu tun. Möglicherweise habe ich sie auch nicht ganz gut formuliert. Ich wandle daher diese beiden Ziffern in ein Postulat. Die übrigen Ziffern bleiben selbstverständlich als Motion bestehen. Ich danke für die Unterstützung.

Le président. Bestreiten die Motionäre die Abschreibung von Ziffer 2?

Hans-Peter Kohler, Spiegel (PLR). Ja.

Le président. Ich rekapituliere: Über die Ziffern 1, 2 und 5 werden wir als Motion abstimmen, über die Ziffern 3 und 4 als Postulat. Zudem beantragt die Regierung, Ziffer 2 abzuschreiben; bei Ziffer 1 wird die Abschreibung aus dem Rat beantragt. Wir stimmen nun über jede Ziffer einzeln ab. Wer Ziffer 1 der Motion Kohler annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 81

Non 67

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 angenommen. Wir befinden über die Abschreibung. Wer Ziffer 1 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 83

Non 63

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 abgeschrieben. Wir stimmen über Ziffer 2 ab. Wer Ziffer 2 der Motion Kohler annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 99

Non 50

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 angenommen. Wir befinden über die Abschreibung. Wer Ziffer 2 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 85

Non 60

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 abgeschrieben. Wir stimmen über Ziffer 3 als Postulat ab. Wer Ziffer 3 der Motion Kohler als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 25

Non 122

Abstentions 3

Le président. Der Rat hat Ziffer 3 als Postulat abgelehnt. Wir stimmen über Ziffer 4 als Postulat ab. Wer Ziffer 4 der Motion Kohler als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 4 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	18
Non	125
Abstentions	7

Le président. Der Rat hat Ziffer 4 als Postulat abgelehnt. Wir stimmen über Ziffer 5 als Motion ab. Wer Ziffer 5 der Motion Kohler als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	71
Non	74
Abstentions	5

Le président. Der Rat hat Ziffer 5 abgelehnt. Damit ist dieses Geschäft bereinigt.